



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rapport 2018-2019

**du Conseil fédéral
sur la participation de la Suisse au
Conseil de partenariat euro-atlantique
et au
Partenariat pour la paix**

Berne, le 19 juin 2020

Table des matières

1. Aperçu	
2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats souples	4
2.1 Sommet de l'OTAN	4
2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN	4
2.3 Rencontre des chefs d'armée	5
2.4 Consultations politiques	6
2.5 Rencontres des ambassadeurs	6
2.6 Activités de nature politique	7
2.7 Activités de nature militaire	7
2.8 Visites bilatérales et conférences	8
2.9 Formats informels de partenariat	8
3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)	10
3.1 Coopération dans les domaines civils	10
3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense	10
3.1.2 Droit international humanitaire	10
3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale	10
3.1.4 Plans civils d'urgence	11
3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises	11
3.1.6 Autres activités civiles	11
3.2 Coopération dans les domaines militaires	11
3.2.1 Amélioration de l'interopérabilité militaire	11
3.2.2 Coopération dans des domaines spécifiques	12
3.2.3 Offres en matière de formation et programmes de soutien régionaux	13
3.2.4 Coopération en matière d'armement et de recherche	13
4. Activités des centres de Genève	15
4.1 Centre de politique de sécurité – Genève (GCSP)	15
4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)	16
5. Annexes	18
5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse	18
5.2 Host Nation Support accordé par la Suisse (à partir de 20 personnes)	22
5.3 Exercices dans le cadre du PPP	24
5.4 Autres manifestations	25
5.5 Finances	25
5.6 Abréviations	26
5.7 Liens	27

1. Aperçu

Durant la période sous revue, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a poursuivi son adaptation à la situation sécuritaire prévalant en Europe et à sa périphérie. La défense collective et la dissuasion ainsi que le dialogue demeurent les axes principaux de l'Alliance. La mise en œuvre de l'initiative, adoptée en 2016, qui vise à projeter la stabilité en soutenant les pays partenaires de l'OTAN au sud et à l'est s'est poursuivie à l'aide de différents projets en matière de réforme des secteurs de la sécurité et de la défense.

Lors du Sommet de 2018, ainsi que du *Leaders' Meeting* de 2019, l'OTAN s'est vue confrontée à certaines tensions internes. Ainsi, bien que l'OTAN ait, dans une certaine mesure, régulièrement dû renouveler son identité, les tensions actuelles internes à l'Alliance sont probablement plus aiguës que par le passé. Au niveau de sa communication stratégique, l'OTAN vise cependant à se présenter comme puissante, unie et déterminée, malgré les turbulences politiques, et affiche sa volonté de se développer pour faire face aux nouveaux défis. En conséquence, les questions de partenariat ont largement été reléguées au second plan et aucun État partenaire n'a été invité, ni en 2018, ni en 2019, à ces rencontres.

La collaboration avec l'OTAN était également plus compliquée, l'Alliance ayant conduit et mis en œuvre durant la période considérée une revue fonctionnelle et procédé à une adaptation de son organisation. L'OTAN était donc fortement absorbée avec ses propres activités. Les réorganisations initiées pourraient avoir un impact sur la coopération entre la Suisse et l'OTAN. Cet impact demeure cependant difficile à évaluer à ce stade.

Concernant les rencontres ministérielles, aucune ne s'est tenue en format KFOR (*Kosovo Force*). La Suisse a toutefois pris part régulièrement aux consultations sur l'engagement au Kosovo, auquel elle participe avec un contingent militaire (*Swisscoy*). L'engagement de la KFOR est globalement qualifié de réussite et la contribution apportée par la Suisse est très appréciée.

Dans le domaine militaire, à la suite de l'adhésion au programme d'échange de données sur la situation aérienne (*Air Situation Data Exchange - ASDE*), les travaux de mise en œuvre ont été initiés. Par ailleurs, la Suisse a pris la décision d'adhérer en tant qu'État partenaire au Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération (*Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence - CCDCoE*), en Estonie, dont les activités couvrent le domaine militaire aussi bien que le domaine civil. Cette coopération devrait être pleinement effective en 2020.

Durant la période sous revue, la Suisse a poursuivi sa coopération active au sein du PPP. Ainsi, l'armée et armasuisse ont profité de l'échange de connaissances et d'expériences, ainsi que de la possibilité de participer individuellement à des cours et à des exercices. En outre, la Suisse a aidé certains États du Partenariat en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans le Caucase du Sud et dans l'espace méditerranéen à développer des structures de sécurité et de défense démocratiques, ainsi qu'à sécuriser ou à éliminer des munitions, des armes légères et des explosifs.

La Suisse a proposé aux États du partenariat 27 (2018) et 28 (2019) cours PPP, dont des cours des Centres de Genève. Ces cours ont porté essentiellement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et militaires, le déminage humanitaire et la formation à la communication. L'offre de cours a été comparable à celle des années précédentes.

2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats souples

2.1 Sommets de l'OTAN

Le Sommet annuel de l'OTAN de 2018 a eu lieu à Bruxelles du 11 au 12 juillet 2018. Malgré les tensions résultant des prises de position tranchées du Président Donald Trump lors de la réunion de 2017, notamment sur le partage des charges, le sommet a débouché, comme attendu, sur une déclaration commune. Après avoir réaffirmé le lien transatlantique, cette déclaration identifie les actions agressives de la Russie, l'instabilité et les crises qui perdurent à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que la prolifération des armes de destruction massive et des technologies avancées de missiles comme menaces principales. Lors de ce Sommet, une initiative américaine baptisée « 4x30 » a été approuvée. Elle vise à mettre à disposition de l'Alliance 30 bataillons, 30 navires, et 30 escadrons aériens dans un délai de 30 jours. Autre décision d'intérêt, l'OTAN a annoncé la création d'un centre de cyber opérations en Belgique. Cependant, malgré cette déclaration substantielle, l'OTAN est ressortie affaiblie de ce sommet et le fossé semble s'être accru entre de nombreux Alliés et les Etats-Unis. L'Allemagne était notamment l'une des cibles de Washington, son budget de défense étant loin de l'objectif de 2% du PIB.

En 2019, un *Leaders' Meeting* s'est tenu à Londres le 04 décembre 2019 dans un contexte très tendu à la suite de l'offensive militaire turque au Nord de la Syrie en octobre 2019 et à la déclaration du Président Macron que l'OTAN se trouvait en état de « mort cérébrale ». Cependant, les Alliés sont parvenus à montrer une apparence d'unité. Trois domaines ont dominé les discussions : la sécurité européenne, la relation avec la Russie et le terrorisme. Même si la France a défendu son approche qui passe par un rapprochement avec la Russie, les Alliés se sont entendus pour qualifier la Russie de « menace persistante pour nous tous ». La discussion sur le terrorisme a mis en lumière des points de vue divergents entre certains Alliés sur les priorités et menaces, la déclaration faisant, dans un souci de consensus, allusion au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. La mention de la Chine a constitué un élément nouveau. Elle est présentée comme offrant des opportunités et défis, ce qui témoigne également d'appréciations différentes parmi les Alliés. Autre élément important, la déclaration identifie l'espace comme le cinquième domaine opérationnel de l'OTAN (aux côtés de la terre, de la mer, de l'air et du cyber). Même si les tensions politiques sur la question du partage des charges risquent de perdurer, la déclaration prend acte du fait que les dépenses de défense hors Etats-Unis ont augmenté pendant cinq années consécutives pour atteindre 230 milliards de dollars. Finalement, il a été pris acte des travaux pour la mise en œuvre de l'initiative « 4x30 ».

Il convient de noter que le Partenariat pour la paix n'a pas été mentionné dans les communiqués des deux derniers sommets. C'est notamment le résultat du fait que l'OTAN est fortement absorbée par ses propres activités, s'attendant à maintenir son unité et mettant l'accent sur les domaines classiques de la défense et de la dissuasion dans un contexte international de plus en plus tendu et imprévisible. Aucun pays Partenaire n'a d'ailleurs été invité à ces sommets.

2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN

En 2018 et 2019, le Conseil de l'Atlantique Nord s'est rencontré à six reprises au niveau des ministres de la défense et quatre fois au niveau des ministres des affaires étrangères.

Plusieurs thèmes ont été traités lors des rencontres des ministres de la défense : le partage des charges, la coopération avec l'Union Européenne, les changements dans la structure de commandement, les menaces hybrides, le cyber, et le renforcement de la préparation et de la réactivité (par exemple par le biais de l'initiative « 4x30 ») étaient des sujets récurrents en 2018 et 2019. La mission *Resolute Support* en Afghanistan est demeurée un des défis principaux du point de vue opérationnel pour l'Alliance. Comme durant les sommets, les tensions étaient palpables lors des rencontres ministérielles. Cependant, les Alliés ont réussi à se mettre d'accord sur certains points et à mettre en exergue les développements

positifs. Ainsi, lors de la réunion d'octobre 2019, les ministres ont, par exemple, constaté le succès des efforts visant à accroître la résilience des systèmes de télécommunications.

Du côté des affaires étrangères, les rencontres ont servi à discuter de l'adaptation de l'Alliance aux nouveaux défis. Malgré les fortes tensions entre certains Alliés, les ministres se sont contentés de souligner les succès de l'Alliance, notamment en 2019, année qui a marqué les 70 ans de l'organisation. Quatre thèmes principaux ressortent des quatre rencontres ministérielles des affaires étrangères qui ont eu lieu en 2018 et 2019 : la position de l'OTAN vis-à-vis de la Russie, la lutte contre le terrorisme, l'émergence de la Chine et les relations transatlantiques. Les Alliés ont également examiné les défis posés par les nouvelles technologies. En novembre 2019, ils ont proposé d'identifier l'espace comme cinquième domaine opérationnel, décision qui a été confirmée dans la déclaration officielle du *Leaders' Meeting* de décembre 2019.

Au cours des deux dernières années, aucun pays Partenaire n'a été invité aux rencontres des Ministres des Affaires étrangères. Seules la Finlande et la Suède ont été invitées à une partie des discussions des rencontres ministérielles de défense.

2.3 Rencontres OTAN des chefs d'armée

Les rencontres des chefs d'armée de l'OTAN se déroulent trois fois par année. En règle générale, la Suisse est invitée à participer à une ou deux de ces rencontres, en fonction des formats (par exemple rencontre en format KFOR). Cependant, l'année 2019 représente une exception, la Suisse n'ayant été invitée à aucune d'entre elles, l'OTAN s'étant concentrée sur les Partenaires ayant besoin de son soutien. Par conséquent, la Suisse s'est efforcée de rappeler le rôle des Partenaires tels que la Suisse, qui fournissent des contributions importantes à l'OTAN, afin de maintenir le contact et l'accès aux informations. En tant que contributeur de troupes, la Suisse demeure, le cas échéant, invitée aux rencontres en format KFOR. Il s'agit d'un des seuls formats garantissant à la Suisse une possibilité de participer à ces rencontres.

En 2018, les chefs d'armée de l'OTAN ont échangé leurs points de vue sur la coopération militaire avec l'Ukraine. Ils ont exprimé leur inquiétude face aux actions russes en mer Noire. En ce qui concerne les développements stratégiques de l'Alliance, les chefs d'armée ont fait le point sur les progrès réalisés dans l'élaboration de la stratégie militaire de l'OTAN. Ils ont souligné qu'il devrait y avoir une approche intégrée de tous les défis extérieurs auxquels l'Alliance est confrontée, l'instrument militaire, bien qu'important, n'étant qu'un des outils disponibles. Les partenaires du Dialogue Méditerranéen ont participé à des discussions avec les Alliés sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Pour ce qui est de la stratégie militaire de l'OTAN, l'approche demeure axée sur la posture de défense collective et une volonté de projeter la stabilité à 360 degrés, tout en optimisant la dissuasion. La nécessité de coopérer avec l'UE, mais également avec d'autres institutions multilatérales, a été mentionnée. Les différents déploiements de troupes ont été mentionnés, avec une mention spécifique pour les missions *Resolute Support* en Afghanistan ainsi que la mission de l'OTAN en Iraq.

Lors de la première réunion des chefs d'armée de l'OTAN en 2018, le Chef de l'Armée a pu présenter la position de la Suisse sur l'initiative de projection de la stabilité (*Projecting Stability*) en lien avec les thèmes du terrorisme et des migrations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il a souligné l'engagement international de la Suisse sur le terrain et a assuré l'OTAN de la poursuite de la coopération dans le cadre des directives politiques nationales.

En 2019, les chefs d'armée de l'OTAN ont traité divers défis sécuritaires, notamment ceux posés par la Russie et les groupements terroristes internationaux. Un intérêt croissant pour la Chine parmi les chefs d'armée était également à relever. Le partage du fardeau devient un problème pressant dans la mesure où les chefs d'armée s'inquiètent de la capacité de l'Alliance à couvrir ses engagements. La situation en Afghanistan et au Kosovo a également été abordée. Les chefs d'armée ont aussi traité la mise en œuvre de l'initiative « 4x30 ».

Malgré certaines difficultés, cette mise en œuvre progresse régulièrement. Autre développement important, la nouvelle stratégie militaire de l'OTAN a été adoptée le 22 mai 2019. Les chefs d'armée ont discuté des nouveaux sujets évoqués dans cette stratégie, notamment les nouveaux défis posés par la Russie et la Chine. Au sein de l'Alliance, les divergences s'accroissent, notamment avec la Turquie, ce qui provoque régulièrement des blocages. Le statut de toutes les opérations et missions OTAN en cours a été analysé ; et ce en l'absence des Partenaires. Les participants ont noté le manque général de ressources et le manque d'offres pour de nouvelles contributions. Deux nouveaux concepts de base pour la défense et la dissuasion ont été convenus. Ceux-ci sont désormais en phase d'évaluation politique.

2.4 Consultations politiques

Depuis 2012, le DDPS et le DFAE effectuent conjointement des échanges de fond (*staff talks*) annuels avec l'OTAN. L'objectif est de maintenir un contact régulier, échanger sur les questions de politique de sécurité et sur l'avenir des partenariats, ainsi que de discuter les bases du Programme individuel de partenariat et de coopération (*Individual Partnership and Cooperation Programme* - IPCP) entre l'OTAN et la Suisse. De telles rencontres ont eu lieu en 2018 et 2019.

La première rencontre s'est déroulée du 08 au 09 mars 2018 à Bruxelles. Les responsables de l'OTAN ont souligné que la Suisse reste un Partenaire fiable et apprécié. Ils ont notamment salué les contributions de la Suisse dans les domaines armes légères ; femmes, paix et sécurité ; le soutien offert par le biais des Centres de Genève (GCSP, DCAF, GICHD) ; ainsi que la contribution de troupes à la KFOR. Les participants ont également abordé les thèmes qui préoccupent actuellement l'OTAN, tels que la Russie, les attaques hybrides et cyber, la lutte contre le terrorisme et la situation dans les Balkans.

La deuxième rencontre a eu lieu les 11 et 12 avril 2019 à Berne et Genève. Des discussions ont porté sur le futur du Partenariat et les défis actuels. En plus de la coopération Suisse-OTAN, dans le contexte de la situation sécuritaire actuelle, les participants ont discuté le Symposium 360 de l'OTAN sur les partenariats qui devrait avoir lieu à Genève en juillet 2020. La Suisse est le premier Partenaire de l'OTAN à être pays-hôte de cet événement annuel ayant pour objectif de renforcer le dialogue entre Alliés et Partenaires.

En 2019, des responsables de l'OTAN ont également participé à des rencontres avec les Centres de Genève.

2.5 Rencontres des ambassadeurs

En novembre 2018, l'Ambassadeur Nicolas Brühl, chef de la Division Europe, Asie Centrale, Conseil de l'Europe, OSCE, s'est rendu à Bruxelles pour des entretiens avec diverses agences de l'Union européenne. Des entretiens ont également eu lieu à l'OTAN. Ils ont permis à la Suisse d'appeler les Alliés à renforcer le dialogue, entre autres dans le cadre du Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'OSCE.

En novembre 2018 également, l'Ambassadeur Stephan Husy, responsable pour la lutte antiterroriste s'est rendu à l'OTAN. Sur proposition de l'OTAN, la Suisse, avec la participation du Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), a accepté de contribuer au premier séminaire organisé entre l'OTAN et l'Union africaine sur le contre-terrorisme. Ce séminaire a notamment présenté les pratiques de lutte contre le terrorisme respectant les principes de bonne gouvernance et du droit international.

La Cheffe de la Politique de sécurité du DDPS, l'Ambassadrice Pälvi Pulli, s'est rendue à Bruxelles les 29 et 30 novembre 2018 dans le cadre de sa prise de fonction. Elle a rencontré des représentants de l'UE et de l'OTAN. Lors de ses entretiens avec l'OTAN, l'importance du maintien de l'engagement de la Suisse au Kosovo a été particulièrement souligné.

La visite de l'Ambassadeur Claude Wild, Représentant de la Suisse auprès de l'OSCE, en mars 2019, a permis à la Suisse de contribuer au rapprochement de l'OTAN avec l'OSCE.

En tant que présidente du Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'OSCE, la Suisse a appelé les Alliés à ne pas perdre de vue ces possibilités de dialogue avec la Russie.

En avril 2019, l'Ambassadrice Nadine Olivieri, Cheffe de la Division de Politique de Sécurité du DFAE, s'est rendue à l'OTAN afin de participer à la 100ème édition du séminaire Rose-Roth. Lors de cet événement, la Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a remercié la Suisse et le DCAF pour leur soutien de longue date. En marge, l'Ambassadrice Olivieri a également participé à des entretiens avec le Sous-secrétaire général adjoint aux opérations et le Secrétaire général adjoint pour les nouveaux défis de sécurité. Ce dernier a énuméré les domaines cyber, hybride et contre-terrorisme comme étant propices à une coopération Suisse-OTAN.

2.6 Activités de nature politique

La Suisse participe régulièrement à des réunions dans les Comité des partenariats et de la sécurité coopérative (*Partnerships and Cooperative Security Committee - PCSC*) et Comité des orientations opérationnelles (*Operations Policy Committee - OPC*). En 2018 et 2019, la Suisse a participé à plusieurs rencontres PCSC sur l'évolution des activités de l'OTAN dans les domaines Femmes, paix et sécurité et Protection des civils. De plus, des réunions OPC ont eu lieu avec l'objectif de discuter les rapports trimestriels sur la KFOR. En tant que contributeur de troupes, la Suisse s'exprime lors de ces réunions.

En 2019, la Suisse a donné suite à une demande de l'OTAN de présenter, dans le cadre du Comité de prolifération, sa position en regard du Traité d'interdiction des armes nucléaires. Elle a également été invitée à deux autres réunions de ce comité pour échanger sur le futur du contrôle des armements avec, en point de mire, la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de mai 2020.

La même année, la Suisse a aussi participé au Comité cyber afin d'y présenter sa stratégie et sa nouvelle approche en vue de recruter et former des soldats (de milice) dans ce domaine.

La Suisse est également présente aux réunions du Groupe de travail ad-hoc sur les armes légères et les mines, ainsi qu'à diverses réunions dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de développement des capacités destinés à certains Partenaires.

La Suisse met deux experts civils comme contributions nationales volontaires (*Voluntary National Contributions - VNC*) à la disposition de l'OTAN. Le premier est actif depuis plusieurs années en tant qu'expert suisse dans le domaine des armes légères et des mines. Depuis 2019, une deuxième experte contribue au travail du bureau de la sécurité humaine, en tant que spécialiste dans les domaines Protection des civils et Femmes, paix et sécurité.

2.7 Activités de nature militaire

Durant la période sous revue, le Comité militaire s'est régulièrement réuni avec les Partenaires en groupes de travail et une fois au niveau des représentants militaires en 2018. Lors de ces échanges, les participants ont abordé différents thèmes d'actualité. Pour la Suisse, l'importance de ces rencontres réside surtout dans les discussions relatives à l'engagement de la KFOR. L'engagement de la KFOR est globalement qualifié de réussite et la contribution apportée par la Suisse est très appréciée. En 2019, aucune réunion ne s'est tenue au niveau des représentants militaires. De même, contrairement aux années précédentes, il n'y a pas eu de réunion regroupant tous les Alliés et Partenaires en 2019.

Le projet *Individually Tailored Roadmap*, instrument de planification de la collaboration militaire entre l'OTAN et un Partenaire, a été abandonné en 2019.

2.8 Visites bilatérales et conférences

En 2018 et 2019, la Suisse a participé au *Partnerships 360 Symposium* de l'OTAN, un événement annuel visant à faire un état des lieux des partenariats de l'OTAN et d'en tirer des réflexions pour l'avenir. Ainsi, en 2018 et 2019, le but des deux conférences était de réfléchir et élaborer des approches politiques innovantes en matière de partenariats et de coopération. La Suisse devrait être le premier Partenaire à être pays-hôte de ce Symposium en été 2020, une occasion de viser à renforcer le dialogue entre Alliés et Partenaires.

La Suisse a également participé aux conférences annuelles réunissant les responsables nationaux de la transformation des forces armées (*Chiefs of Transformation*) des deux années sous revue. De tous les Partenaires de l'OTAN, seules sept nations (7NNN : Suisse, Australie, Autriche, Finlande, Irlande, Nouvelle-Zélande et Suède) ont été invitées. Ces conférences visent à faire le lien entre des initiatives nationales et celles du Commandement allié Transformation (*Allied Command Transformation - ACT*).

La Suisse est invitée chaque année à la Conférence du partenariat stratégique militaire (*Military Strategic Partnership Conference - MSPC*). Lors de cette conférence, le développement des instruments de partenariat est discuté et des entretiens bilatéraux entre l'OTAN et les pays partenaires ont lieu afin de définir l'utilisation de ces instruments pour l'année à venir. La Suisse a pu représenter ses intérêts dans le domaine de la coopération militaire lors des conférences en Macédoine en 2018 et en Jordanie en 2019. La MSPC 2021 se tiendra en Suisse.

La participation au Symposium annuel sur les plans de défense (*Defence Planning Symposium*) qui se tient à Oberammergau en mars est précieuse pour la Suisse, car l'OTAN y donne un aperçu de ses considérations en matière de planification. En dehors des États membres de l'OTAN, seuls sept pays non membres de l'OTAN (7NNN) sont invités parmi les partenaires.

En 2019, le Comité de planification de la politique de la défense (*Defense Policy Planning*) a invité la Suisse à une conférence informative ad hoc sur la restructuration de l'unité de la résilience qui a eu lieu suite à d'importants changements dans la structure du Secrétariat international de l'OTAN.

Par ailleurs, une délégation suisse a participé à un échange bilatéral avec l'OTAN sur la gestion des crises à Bruxelles le 07 septembre 2018 et a rencontré différents représentants de l'OTAN pour des entretiens.

La Suisse a en outre reçu la visite de plusieurs délégations de l'OTAN, notamment en août 2018 le général de corps d'armée Jan Broeks, directeur général de l'État-major militaire international. En mars 2018 et novembre 2019 le collège de défense de l'OTAN est venu en Suisse avec son cours principal (*senior course*), afin de se familiariser avec la politique de sécurité de la Suisse.

En septembre 2019, le Chef de la Protection Civile et le Chef du corps Suisse de l'aide humanitaire se sont rendu à Bruxelles pour des échanges avec la Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO). Des entretiens ont également eu lieu à l'OTAN dans le cadre de la résilience du secteur civil. Etant identifiée comme une des branches prioritaires de collaboration entre l'UE et l'OTAN, la résilience du secteur civil est abordée en format Alliés conjointement avec trois pays Partenaires : la Finlande, la Suède et la Suisse.

2.9 Formats informels de partenariat

Du côté politique, le principal format informel de partenariat est le WEP 5 (*Western European Partners*), réunissant la Suisse, l'Autriche, la Finlande, l'Irlande et la Suède. Ce groupe organise régulièrement des échanges avec des représentants de l'Alliance. La Suisse partage souvent les mêmes intérêts que les autres pays du WEP 5 et peut ainsi se servir de cette plateforme pour avancer ses intérêts, surtout depuis le recentrage de l'OTAN

sur ses principes traditionnels de la défense et dissuasion. L'OTAN offre aux WEP 5 un accès privilégié aux informations liées à son développement.

Pour ce qui est des formats informels militaires, le groupe de conseil sur l'interopérabilité des partenaires (*Partner Interoperability Advocacy Group* – PIAG) est le groupe qui défend les intérêts communs de certains Partenaires (7NNN) dans le cadre de la coopération militaire avec l'OTAN, dans le but d'améliorer le niveau d'interopérabilité. Le PIAG permet à la Suisse d'intensifier ses échanges d'informations et lui donne la possibilité de profiter au mieux d'un réseau constitué de sept nations Partenaires, lesquelles ont souvent des intérêts similaires avec la Suisse, même si le niveau de leurs ambitions avec l'OTAN diverge. En plus, le PIAG offre un dialogue utile avec la Belgique qui co-préside le groupe et garantit l'accès à l'OTAN. De novembre 2018 à novembre 2019, le PIAG a été présidé par la Suisse.

3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)

Au printemps 2019, l'OTAN a effectué une revue fonctionnelle (*Functional Review*), aboutissant à des adaptations de la structure au sein de son quartier général, notamment des transferts d'attribution et la création de nouveaux services. En particulier, la Division des opérations a vu ses attributions étendues en recevant la gestion de tous les programmes de coopération avec les Partenaires. Ainsi, cette division est désormais responsable, entre autres, de la gestion du processus de planification et d'examen du PPP (*PfP Planning and Review Process - PARP*).

3.1 Coopération dans les domaines civils

3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense

Au cours de la période sous revue, la Suisse a poursuivi son soutien à la réforme du secteur de la sécurité (SSR) dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, ainsi que dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Il s'agit essentiellement de placer les différents organes de sécurité (l'armée, la police et les autres services de sécurité) sous contrôle civil et démocratique et de lutter contre la corruption. Pour atteindre cet objectif, le PPP a lancé, en 2007, une initiative pour le renforcement de l'intégrité (*Building Integrity*). L'initiative repose sur un fond d'affectation spéciale géré par la Suisse en collaboration avec la Belgique, la Bulgarie, la Norvège, la Pologne et le Royaume-Uni. L'approche de l'initiative a été approuvée lors du sommet de l'OTAN à Varsovie (2016) sous la devise de projection de la stabilité, un concept basé sur le lien entre la bonne gouvernance et une sécurité accrue.

Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF), pionnier du SSR il y a 20 ans, est le principal instrument par le biais duquel la Suisse apporte sa contribution dans ce domaine. Cette contribution comprend le soutien à la production, la traduction et le développement de manuels et de publications du DCAF axés sur la formation ; la mise à disposition d'experts du DCAF pour des missions de conseil et des formations ; et une contribution financière générale au fond d'affectation spéciale pour le renforcement de l'intégrité. Au cours de la période considérée, la Suisse a également continué à soutenir la mise en œuvre de la résolution 1325 sur les Femmes, la paix et la sécurité, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2000, qui reconnaît le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits et encourage leur représentation dans les organes de sécurité et les opérations de maintien de la paix. La Suisse a soutenu un comité consultatif de la société civile qui devrait permettre de mieux associer la société civile aux nouvelles initiatives dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité.

3.1.2 Droit international humanitaire

Pendant la période sous revue, la Suisse a poursuivi son engagement en faveur de la formation au droit international humanitaire. Le GCSP a organisé, au profit des conseillers juridiques des pays alliés et partenaires, deux symposiums (un par année) sur les aspects politico-légaux des activités de l'OTAN. A moyen terme, le GCSP envisage d'augmenter son offre de formation par la mise en place d'un programme spécifique sur les aspects légaux de la sécurité.

3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale

Les fonds d'affectation spéciale du PPP ont deux objectifs : Premièrement, soutenir la réforme du secteur de la sécurité (voir 3.1.1) et, deuxièmement, aider les pays partenaires à détruire leurs stocks de mines antipersonnel suite à l'adoption de la Convention d'Ottawa (1997) ; approche étendue par la suite à la destruction des surplus de munitions, d'explosifs, d'armes légères et de petit calibre, ainsi que pour la sécurité des stocks de ces ressources.

Durant la période sous revue, la Suisse a soutenu des projets en Ukraine (élimination de munitions conventionnelles, d'armes légères et de petit calibre), en Serbie et en Jordanie

(élimination de munitions excédentaires, renforcement des capacités pour la surveillance systématique des munitions et l'analyse environnementale) et dans le domaine du renforcement de l'intégrité (voir 3.1.1).

3.1.4 Plans civils d'urgence

Les plans civils d'urgence de l'OTAN couvrent le soutien civil à des opérations militaires, le soutien aux autorités nationales en cas de catastrophes et de situations d'urgence civiles, ainsi que la protection de la population contre les armes de destruction massive. Pendant la période sous revue, le Comité des plans d'urgence dans le domaine civil (*Civil Emergency Planning Committee* - CEPC) a poursuivi son travail centré sur la résilience des sociétés et de l'infrastructure. Lancé par les alliés, ce travail inclut peu à peu les pays partenaires. A ce jour, la Finlande, la Suède et la Suisse y sont notamment associées. Les travaux du groupe santé, agriculture et alimentation (*Joint Health, Agriculture and Food Group* - JHAFG) et du groupe des ressources industrielles et services de communication (*Industrial Resources and Communications Service Group* - IRCSSG) en particulier ont été soutenus par l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE). L'IRCSSG s'est principalement intéressé à l'interaction entre l'électricité et les systèmes informatiques. Le JHAFG a compilé les mesures visant à améliorer la résilience et à réduire les ruptures d'approvisionnement sous la forme d'un aperçu des meilleures pratiques. Grâce à sa participation à ces comités, l'OFAE et l'OFPP ont pu tenir des réunions bilatérales régulières avec les autres États partenaires.

3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises

Pendant la période sous revue, la Suisse, par le biais de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) et avec le soutien du GCSP, a organisé, annuellement, un cours sur la gestion des crises du XXI^e siècle dans le centre fédéral d'instruction de Schwarzenburg. En 2018 comme en 2019, une vingtaine d'experts en gestion des catastrophes, venus des pays membres de l'OTAN et de Suisse, y ont pris part. Ces cours s'inscrivent dans les activités de l'OTAN les plus en phase avec l'actualité visant à contrer les risques naturels, sociaux et techniques qui pèsent sur les États, notamment du fait de la transition numérique au sein de la population ou de la mise en réseau et de l'interdépendance des systèmes.

3.1.6 Autres activités civiles

En 2019, la Suisse, a également organisé la septième table ronde de Chambésy sur la sécurité en Europe avec le soutien du GCSP. De même, la Suisse et le GCSP ont organisé la septième table ronde de Zermatt sur la sécurité dans la région Asie du Nord-Est en 2018.

3.2 Coopération dans les domaines militaires

3.2.1 Amélioration de l'interopérabilité militaire

L'armée utilise le PPP et ses instruments (exercices, cours, groupes de travail) afin d'échanger des connaissances et des expériences. Elle profite également du savoir-faire, des connaissances et de l'expertise des partenaires sur la doctrine militaire et les procédures d'engagement, ainsi que sur les exigences posées en termes de matériel, d'instruction, de personnel et d'organisation dans le cadre de la conduite d'actions militaires.

La coopération dans le cadre du PPP est l'instrument central pour améliorer la coopération militaire (interopérabilité), en particulier pour les parties de l'armée qui doivent être en mesure de coopérer au niveau international (par exemple les forces aériennes ou SWISSINT). Des moyens interopérables et des procédures standardisées sont indispensables pour la coopération avec d'autres États. La coopération dans la formulation et le développement de normes communes est donc importante pour l'armée.

Dans ce contexte, le processus de planification et d'examen (PARP) a également été poursuivi. Lors des discussions entre l'OTAN et la Suisse, des objectifs de coopération non-

contraignants et conformes à l'orientation de la politique de sécurité suisse et au processus de réforme de l'armée ont été définis. Le dernier examen du PARP a été effectué en 2019. A la suite de la réorganisation du Secrétariat international (dans le cadre de la revue fonctionnelle conduite par l'OTAN), le PARP ne relève plus de la responsabilité de la Division de la politique et des plans de défense depuis l'été 2019, mais, désormais, de la Division des opérations. L'OTAN examine actuellement comment elle entend utiliser davantage le PARP. C'est pourquoi aucun nouveau cycle de planification n'a été lancé au cours du second semestre 2019. Il est prévu que cela se fasse en 2020. Pour la Suisse, à priori, le PARP devrait demeurer un instrument servant ses intérêts, bien que certaines incertitudes demeurent à ce stade en lien avec de potentielles évolutions de cet instrument du Partenariat.

La coopération multilatérale en matière d'instruction est importante pour l'armée afin d'améliorer sa capacité à collaborer dans des domaines spécifiques. Les cours et les modules de formation proposés par le Partenariat sont donc principalement utilisés pour la formation continue du personnel professionnel et pour la formation militaire de spécialistes. Les exercices permettent d'évaluer les propres aptitudes et capacités, par exemple d'examiner les processus de travail de commandement, de conduite et d'état-major, la doctrine militaire et les procédures d'engagement, les moyens techniques et les capacités de coopération. Les exercices sont principalement utilisés par l'armée pour tester l'équipement technique, acquérir une expérience individuelle et la capacité de coopérer militairement dans des opérations de promotion de la paix.

Comme autre instrument de coopération militaire et d'échange de savoir-faire, de connaissances et d'expériences, l'armée a détaché temporairement quatre représentants auprès de quartiers généraux ou d'institutions de l'OTAN : un officier au quartier général stratégique militaire du Commandement allié Opérations (*Allied Command Operations - ACO*) à Mons en Belgique, un officier au Collège de défense de l'OTAN à Rome en Italie, ainsi que deux sous-officiers supérieurs à l'École de l'OTAN à Oberammergau en Allemagne.

3.2.2 Coopération dans des domaines spécifiques

Programme d'échange de données sur la situation aérienne

En 2018, l'adhésion de la Suisse au programme d'échange de données sur la situation aérienne (*Air Situation Data Exchange - ASDE*) a été approuvée par le Parlement. Dans le cadre de ce programme, les alliés et les partenaires échangent des données de police aérienne filtrées selon leurs propres spécifications. La participation à ce programme permet à la Suisse d'obtenir une vue d'ensemble des données nécessaires à la conduite des missions de police aérienne par un canal unique, d'autant plus que les Etats voisins de la Suisse avec lesquels des accords bilatéraux existent échangeront à l'avenir également leurs données par le biais de ce programme. Les intérêts et les exigences de la Suisse demeurent préservés, en particulier la neutralité. Au cours de l'année à venir, l'accent sera mis sur la poursuite de la mise en œuvre technique de l'ASDE.

Réseau de mission fédéré

En 2018 et 2019, la participation au programme de réseau de mission fédéré (*Federated Mission Networking - FMN*) a été poursuivie. La participation à FMN permet à l'armée de mieux se mettre en réseau avec les forces opérationnelles multinationales lorsque cela est nécessaire, par exemple dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Aucun engagement n'est pris à cet égard. Afin de pouvoir atteindre le niveau d'ambition auquel aspire la Suisse, un officier de liaison a été détaché auprès du secrétariat de FMN au sein du Commandement suprême des forces alliées en Europe (*Supreme Headquarters Allied Powers Europe - SHAPE*). Ce dernier suit l'évolution de FMN et peut directement représenter les intérêts suisses dans le cadre de ce programme.

Concept de nation cadre

Le concept de nations cadres (*Framework Nations Concept - FNC*), qui a été initié par l'Allemagne, offre une plateforme permettant à un groupe de pays de se réunir afin de soutenir le maintien et le développement de capacités existantes, ainsi que l'harmonisation du développement capacitaire futur. L'objectif de l'OTAN est de pouvoir déployer à moyen terme des troupes dotées de toutes les capacités critiques nécessaires. L'approche flexible du concept, la possibilité de déterminer le niveau d'implication et le choix ciblé de partenaires choisis ont permis d'identifier un potentiel pour la Suisse. Ainsi, après un examen approfondi de l'offre allemande, l'armée suit depuis 2018 divers projets du FNC, par exemple dans les domaines de l'aide au commandement, de la coopération civilo-militaire, de la protection NBC, des services médicaux et de la défense antimissile.

Centre d'excellence pour la cybergdéfense en coopération

Après un examen approfondi de plusieurs années, en mai 2019, le Conseil fédéral a approuvé l'entente pour une participation de la Suisse au centre d'excellence pour la cybergdéfense en coopération (*Technical Arrangement regarding the contributions to the NATO Cooperative Cyber Defence centre of excellence*) situé en Estonie. Ce partenariat institutionnalisé remplace la collaboration antérieure sur une base *ad hoc*, et permet à la Suisse de bénéficier de toute l'offre du centre en matière de recherche dans les domaines tant militaires que civils. Une collaboration institutionnalisée répond à l'intérêt de la Suisse car celle-ci peut tirer parti des priorités fixées par le centre de compétences de Tallinn pour acquérir et développer des compétences nationales. A l'issue de la période sous revue, le processus de signature était encore en cours, l'entente devant être signée par tous les Etats membres du centre. La participation effective de la Suisse est donc attendue dans le courant de l'année 2020.

3.2.3 Offres en matière de formation et programmes de soutien régionaux

L'armée suisse a organisé en 2018 au total 27 cours d'instruction PPP et 28 en 2019 (voir 5.1). Les cours étaient axés essentiellement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et organes militaires, le déminage humanitaire et la formation à la communication. Dans la mesure du possible, les cadres sont formés selon le principe de la formation des formateurs (*train the trainers*).

Concernant la formation des cadres, l'armée (SWISSINT) et le GCSP participent notamment à la rencontre annuelle des commandants des centres de formation et d'entraînement des partenariats (*Partnership Training and Education Centres - PTEC*). A la fois forum et réseau, cette rencontre permet d'échanger des informations et de partager des expériences dans le domaine de la formation.

La Suisse a organisé en collaboration avec le GCSP, en 2018 et 2019, la conférence annuelle des officiers supérieurs sur la sécurité (*Annual Senior Officers' Security Conference*). Cette conférence met l'accent sur la prise de décisions dans le cadre d'une collaboration coordonnée entre organisations militaires, civiles et humanitaires lors de missions complexes.

Dans le cadre de son soutien au cours médical régional en Macédoine du Nord, soutenu par la Suisse depuis 2002, l'armée a fait don de matériel d'instruction pour le domaine médical aux forces armées de Macédoine du Nord en 2019.

3.2.4 Coopération en matière d'armement et de recherche

Les intérêts de l'armée et d'armasuisse dans le secteur de l'armement sont représentés par la participation à la Conférence des directeurs nationaux de l'armement (*Conference of National Armaments Directors - CNAD*) et à ses groupes de travail subordonnés, ainsi qu'aux structures connexes de l'OTAN. Les réunions annuelles au niveau des directeurs de l'armement se concentrent sur l'échange de connaissances en matière de technologie militaire et sur la nécessité d'un développement et d'une acquisition d'armements rentables.

Au cours de la période considérée, le directeur de l'armement (ou un directeur adjoint) a participé aux deux réunions ouvertes à la Suisse. Lorsque cela est possible et dans l'intérêt du DDPS, les experts de l'armée et d'armasuisse participent à des groupes de travail et à des projets qui traitent par exemple de l'élaboration de normes et de la standardisation militaire.

armasuisse entretient également des relations avec l'Agence d'approvisionnement et d'acquisition de l'OTAN (*NATO Supply and Procurement Agency - NSPA*) à Capellen au Luxembourg, et avec l'Agence de communication et d'information de l'OTAN (*NATO Communication and Information Agency - NCIA*). L'industrie suisse peut participer aux projets de recherche industrielle de l'OTAN dans le cadre du groupe consultatif industriel de l'OTAN (*NATO Industrial Advisory Group – NIAG*). En outre, l'industrie peut également obtenir des informations sur les projets en cours et les possibilités de coopération dans le cadre du Forum industriel de l'OTAN (*NATO Industry Forum*).

La Suisse participe aussi à des projets de recherche et forums de l'OTAN, ce qui lui permet d'échanger des informations et des expériences. Les activités menées dans le cadre de groupes de travail multilatéraux permettent de développer une expertise dans l'évaluation des technologies qui pourraient être au cœur de futurs projets d'acquisition. Celles-ci renforcent le savoir-faire d'armasuisse au profit de l'armée et peuvent contribuer à réduire les risques technologiques et financiers pendant la durée de vie du matériel de l'armée. La coopération dans le cadre de l'Organisation pour la science et la technologie (*Science and Technology Organisation - STO*) de l'OTAN est assurée par armasuisse et par des instituts de recherche et des entreprises mandatés par celle-ci. Dans le domaine de la recherche, le renforcement efficace des compétences n'est souvent possible qu'au niveau multilatéral, car, en particulier dans le domaine scientifique et technologique, la plupart des pays européens dépendent presque entièrement de la coopération multilatérale. La coopération au niveau bilatéral n'est souvent possible que dans certaines niches.

4. Activités des centres de Genève

4.1 Centre de politique de sécurité – Genève (GCSP)

Le GCSP, qui fête ses 25 ans en 2020, est l'un des deux centres de formation et d'entraînement des partenariats (PTEC) certifiés de Suisse. En sa qualité de PTEC, le GCSP défend ses intérêts dans le groupe des centres d'entraînement certifiés du PPP, ainsi qu'au sein du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du PPP. Le GCSP a été représenté chaque année aussi à l'évènement *Marketplace* du PTEC à Bruxelles.

Depuis 2019, un collaborateur du DDPS délégué au GCSP représente la Suisse au Consortium du Partenariat pour la paix des académies de défense et des instituts de politique de sécurité (PfPC). Le GCSP assure la co-présidence du groupe de travail sur les défis sécuritaires émergents au sein du PfPC. Ce groupe de travail a exploré en détails les problématiques liées à la guerre hybride du point de vue cybernétique, de la menace asymétrique et des réponses possibles pour contrer ces pratiques lors de trois conférences aux Etats-Unis (2018), en Macédoine (2018) et en Ukraine (2019). Le futur programme de l'ESCWG portera sur les impacts sécuritaires des technologies émergentes. Le GCSP a aussi contribué au programme de renforcement de la formation défense de l'OTAN pour la Tunisie. Il a également donné des cours portant sur les technologies émergentes et la sécurité internationale.

L'offre de formation du GCSP compte près de huitante cours, dont le cours d'instruction de huit mois sur la politique de sécurité (*Leadership in Security Course*), le cours de deux mois sur la politique européenne de sécurité (*European Security Course*), ainsi que le cours de deux mois sur les nouveaux défis en matière de politique de sécurité (*New Issues in Security Course*). Depuis 1995, ces trois cours peuvent être suivis par des représentants des États membres de l'OTAN et des États du Partenariat.

En 2018 et 2019, le GCSP a proposé plus de 70 cours de courte durée répondant à des besoins spécifiques en matière de formation.

Durant la période sous revue, les cours d'orientation pour les attachés de défense et les civils travaillant dans le domaine des relations internationales ont été couronnés de succès. Ces cours sont très souvent organisés dans d'autres PTEC situés à l'étranger, les collaborateurs locaux bénéficiant du soutien du GCSP pour leur planification, leur réalisation et leur suivi. Le cours de niveau avancé a également été réalisé avec succès à trois reprises (deux fois à Addis Abeba, une fois à Amman).

Les onzième et douzième cours annuels PPP à l'intention des officiers généraux (*Annual Senior Officers' Seminar*), organisés par le GCSP, se sont tenus en 2018 et 2019 à Genève.

Pour la troisième fois, le GCSP a organisé le *Symposium for NATO/PfP Senior Legal Advisers*. Cette conférence réunit les chefs juristes de l'OTAN avec les chefs juristes des ministères de défense et des forces armées des nations pour travailler sur des défis juridiques pressants. Le GCSP a également organisé le *Weapons Law and the Conduct of the Legal Review of Weapons Course*, à Genève.

Le GCSP propose, avec sa *Global Fellowship Initiative*, des séjours de plusieurs mois aux spécialistes de la sécurité et aux décideurs politiques. Des experts de l'OTAN profitent régulièrement de cette offre.

Le GCSP a reçu la visite de plusieurs délégations de l'OTAN (notamment en 2018 le général de corps d'armée Jan Broeks, directeur général de l'État-major militaire international). De plus, le GCSP a conduit des staff talks à Genève et à Bruxelles.

De plus amples informations sont disponibles sous www.gcsp.ch.

4.2 Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité – Genève (DCAF)

En 2018 et 2019, le DCAF a fait progresser les réformes du secteur de la sécurité dans les pays partenaires, principalement dans l'espace post-soviétique, en encourageant les institutions de défense et de sécurité à adhérer à l'état de droit ; ces dernières ont été gérées par des politiques et des procédures transparentes, elles furent représentatives de la société qu'elles sont censées servir et montrèrent la résilience institutionnelle nécessaire pour gérer efficacement les problèmes de sécurité.

DCAF a déployé des efforts significatifs pour soutenir le développement législatif en Géorgie, en Arménie et en Ukraine. Les pays cibles ont connu des changements politiques turbulents et le soutien du DCAF a été utile. La principale contribution est l'adaptation périodique de la législation ukrainienne dans les domaines de la sécurité nationale, du renseignement, du contrôle parlementaire et de la classification des données. DCAF a soutenu les acteurs nationaux et le Groupe Consultatif International (composé de l'OTAN, de l'UE et des États-Unis) pour mettre en œuvre et soutenir efficacement des réformes inclusives et participatives visant à améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité et de la défense.

L'accent a aussi été mis sur sa coopération de longue date avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN). DCAF a contribué à des sessions spéciales des séminaires Rose Roth. Il a publié une enquête sur les pratiques de classification et d'accès aux informations classifiées observées par les parlements euro-atlantiques. En outre, il a lancé la production d'une étude sur le contrôle parlementaire du renseignement militaire, qui traitera des pratiques et procédures parlementaires dans les États membres de l'OTAN liées au renseignement militaire, un sujet qui est généralement négligé dans les discussions actuelles sur le contrôle de la sécurité et du renseignement de l'État. DCAF a également publié des recommandations et des résolutions de l'AP-OTAN en anglais et en français.

Par ailleurs, DCAF a poursuivi sa coopération avec l'OTAN sur mandat de la Suisse et a contribué aux activités de renforcement de l'intégrité de l'OTAN portant non seulement sur le secteur de la défense, mais également sur d'autres éléments du secteur de la sécurité dans plusieurs contextes. Les programmes du DCAF sur l'Intégrité de la Défense ont été coordonnés avec l'initiative OTAN y relative et le Centre pour l'Intégrité dans les Etudes de Défense basé à Oslo. DCAF a participé aux séminaires de réflexion au nom du DDPS, et de ce fait également aux conférences annuelles sur le renforcement de l'intégrité à Rome et à Bruxelles. Il a contribué à la discussion sur les développements de la politique de renforcement de l'intégrité, sur l'état d'avancement du plan d'alignement disciplinaire, sur les activités d'enseignement, le développement de nouveaux outils et le plan pour 2020.

Le soutien a été étendu au Comité de l'OTAN sur les Perspectives de Genre, à la Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour les Femmes, la Paix et la Sécurité, à d'autres services de l'OTAN et à l'AP-OTAN ayant une expertise en la matière.

DCAF a continué de soutenir la société civile dans l'espace post-soviétique, en particulier les organisations non gouvernementales, pour mettre en œuvre et soutenir efficacement des réformes inclusives et participatives visant à renforcer le contrôle démocratique du secteur de la sécurité et de la défense en Moldavie, Géorgie, Ukraine, Tadjikistan, Kirghizistan, Azerbaïdjan et Arménie. Les projets furent entre autres centrés sur la politique anti-corruption dans l'industrie de la défense, la surveillance des violations des droits de l'homme dans les forces armées, et le renforcement des capacités de contrôle parlementaire. Un Almanach sur le statut du contrôle parlementaire dans les républiques d'Asie centrale du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et d'Ouzbékistan a été finalisé.

Avec les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, l'Autriche et la Suède, la Suisse est membre fondateur du Consortium du Partenariat pour la paix des académies de défense et des instituts de politique de sécurité (PfPC). DCAF a représenté la Suisse au sein du PfPC. De plus, DCAF a présidé le groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité (SSR).

La participation du DCAF au groupe de travail SSR du PfPC a permis de renforcer les capacités des commissions parlementaires de sécurité et de défense dans les pays cibles (en mettant l'accent sur l'Ukraine, la Moldavie, l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Tadjikistan, le Kirghizistan) pour légiférer et superviser la sécurité de leur pays et promouvoir les normes et les bonnes pratiques à travers les échanges et le dialogue parlementaire. DCAF a organisé un séminaire de haut niveau à Genève en 2019, qui a accueilli des commissions parlementaires de la sécurité et de la défense. Il a également renforcé la société civile dans le domaine de la transparence en matière de défense et de sécurité en offrant des formations pour renforcer les capacités des organisations non gouvernementales de l'espace post-soviétique.

De plus amples informations sont disponibles sous www.dcaf.ch.

5. Annexes

5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse

Cours	Participants / États	
	2018	2019
<p>UN Civil-Military Coordination Course (UNCMCC) <i>Organisation / réalisation : DDPS / BCAH (ONU)</i></p> <p>Ce cours a pour but de former le personnel humanitaire et des agents de coordination civilo-militaire à assumer leurs tâches de coordination dans les régions en crise. Une promotion adaptée et efficace des relations entre secteurs civil et militaire dans le domaine humanitaire doit permettre de renforcer l'efficacité des engagements d'aide internationaux.</p>	22/16	14/12
<p>Swiss United Nations Military Observer Course (SUNMOC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours d'introduction est destiné aux futurs observateurs des engagements de l'ONU. Outre la connaissance des structures internationales, il vise à améliorer l'aptitude à communiquer, à gérer les problèmes de sécurité et à interagir avec les médias.</p>	39/19	18/10
<p>Introductory Course Peace Support Operations (ICPSO) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de base pour l'engagement en faveur de la paix vise à donner aux participants les principaux instruments et compétences et à les préparer à un engagement international sur le terrain.</p>	34/8	29/1
<p>Media & Communications Training Course, Basic Level (KOMKA 1) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de base est destiné aux officiers et collaborateurs civils pressentis comme <i>public affairs / press and information officers</i>. Ceux-ci y apprennent à planifier, à organiser et à évaluer correctement des séances d'information à l'intention des médias dans des conditions difficiles, par exemple lors d'opérations de soutien à la paix ou d'engagements d'aide en cas de catastrophe.</p>	10/6	13/10
<p>Media & Communications Training Course, Advanced Level (KOMKA 2) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de perfectionnement est destiné aux officiers et collaborateurs civils qui ont déjà été engagés en tant que <i>public affairs / press and information officers</i> et qui sont pressentis pour travailler à un échelon supérieur. Ceux-ci y apprennent à appuyer les commandants dans la planification, l'organisation et l'évaluation de conférences de presse réalisées dans des conditions difficiles.</p>	15/10	14/9
<p>Summer Mountain Training Course (SMTC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours d'été sur la montagne propose aux participants une formation sur la thématique de l'exercice et de la survie en haute montagne dans des conditions difficiles.</p>	15/6	11/3
<p>Winter Mountain Training Course (WMTC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours d'hiver sur la montagne propose aux participants une formation sur la thématique de l'organisation d'opérations de recherche et de sauvetage.</p>	4/3	18/5
<p>Non-Commissioned Officers Intermediate Leadership Course (NCO Intern), 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de niveau intermédiaire pour sous-officiers supérieurs prépare les participants à assumer un commandement à l'échelon d'une unité multinationale, à épauler et à conseiller leurs supérieurs, ainsi qu'à promouvoir la responsabilité et l'éthique à l'armée, tout en améliorant leurs capacités de conduite et de communication.</p>	28/20 29/18	29/17 29/24

<p>Non-Commissioned Officers Advanced Leadership Course (NCO Adv), 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de niveau avancé pour sous-officiers supérieurs prépare les participants à assumer un commandement, à épauler leurs commandants au sein d'une formation multinationale à partir de l'échelon du corps de troupe, ainsi qu'à mettre en place et à gérer un système de conseil dans un contexte international. Les participants améliorent leurs techniques de communication et apprennent à promouvoir la responsabilité et l'éthique à l'armée.</p>	<p>28/20</p> <p>29/18</p>	<p>19/17</p> <p>29/24</p>
<p>Information Management System for Mine Action Training Course (IMSMA I), 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG</i></p> <p>Ce cours de préparation à l'engagement est destiné aux experts en gestion de l'information. Il permet aux participants d'approfondir leurs connaissances en matière de banques de données sur l'élimination des mines et des munitions non explosées, ainsi que d'apprendre à analyser et à interpréter la situation en s'aidant du système d'information géographique (SIG). Les participants au cours venant d'autres États sont sélectionnés par le CIDHG et par le service d'état-major de déminage humanitaire. Ce cours est obligatoire pour les experts suisses.</p>	<p>11/10</p> <p>8/5</p>	<p>8/7</p> <p>16/10</p>
<p>Information Management System for Mine Action Training Course, Level 2 (IMSMA II) <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG</i></p> <p>Ce cours de préparation à l'engagement et de perfectionnement est destiné aux experts chevronnés en gestion de l'information. Partant des connaissances acquises lors du cours IMSMA I, les participants étoffent leur savoir dans le domaine des banques de données sur l'élimination des mines et des munitions non explosées. Ils apprennent à concrétiser les résultats de l'analyse des données dans le processus décisionnel. Les participants au cours venant d'autres États sont sélectionnés par le CIDHG et par le service d'état-major de déminage humanitaire. Au sortir de ce cours, les participants peuvent occuper des postes plus élevés dans les programmes d'élimination des mines.</p>	<p>12/11</p>	<p>11/9</p>
<p>Result Based Management (RBM) in Mine Action <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG</i></p> <p>Ce cours apporte aux participants des connaissances de base en matière de gestion fondée sur les résultats et de gestion de la qualité dans le domaine du déminage humanitaire. Le but est de permettre aux responsables sur le terrain et aux bailleurs de fonds d'affiner leurs processus de gestion axés sur les objectifs et les résultats.</p>	<p>15/12</p>	<p>15/11</p>
<p>Ammunition Storage Practitioner (ASP) <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG</i></p> <p>Ce cours d'introduction sur la sécurité et la gestion des stocks ainsi que sur la destruction de munitions stockées s'adresse à des personnes qui sont pressenties pour des engagements dans ce domaine, qui travaillent déjà dans ce secteur ou qui occupent un poste à responsabilités dans les ministères correspondants.</p>	<p>13/13</p>	<p>--/--</p>
<p>Mine Action Support Service Officer Course, 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNOPS</i></p> <p>Dans ce cours organisé avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et le CIDHG, les futurs spécialistes en logistique et en finances sont formés en prévision de leur engagement. Ce cours leur transmet des connaissances de base sur le déminage en mettant l'accent sur les prestations d'appui relevant de ce domaine (logistique, finances, administration). Il est obligatoire pour les experts suisses et sert de préparation à l'engagement.</p>	<p>12/8</p> <p>14/10</p>	<p>14/3</p> <p>14/12</p>
<p>Mine Action Support Service Officer Course, Senior Level <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNOPS</i></p> <p>Ce cours, organisé avec l'UNOPS et le CIDHG, permet aux experts de la logistique et des finances de se perfectionner en vue de leur engagement. Il transmet aux participants des connaissances avancées sur le déminage en mettant l'accent sur les prestations d'appui relevant de ce domaine (logistique, finances, administration). La participation à ce cours est ouverte aux experts suisses déjà engagés pour leur permettre d'accéder à des postes de niveau senior. Au sortir de ce cours, les participants peuvent occuper des postes plus élevés dans les programmes d'élimination des mines.</p>	<p>15/13</p>	<p>14/12</p>

<p>Integrated Mine Action Programmes for Better Results <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNICEF</i></p> <p>Ce cours, organisé avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le CIDHG, permet aux représentants qualifiés d'organisations dûment choisies de se préparer en vue de leur engagement dans le domaine du déminage humanitaire en leur donnant une perspective intégrée de la structure à cinq piliers du déminage. Autres partenaires importants : le Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).</p>	19/13	21/18
<p>International Mine Action Standards (IMAS) and Compliance <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG</i></p> <p>Ce cours donne un aperçu des normes internationales en matière de déminage, en accordant une attention particulière à leur mise en œuvre dans les États concernés. Il vise à conformer les normes nationales de l'action contre les mines (NMAS) aux normes internationales en la matière (IMAS).</p>	10/8	12/9
<p>Developing Effective Mine / ERW Risk Education <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNICEF</i></p> <p>Ce cours propose aux actuels et futurs gestionnaires de programmes une discussion approfondie sur les stratégies de changement de comportement et sur l'application de ces dernières aux programmes de sensibilisation aux dangers des mines et des restes explosifs de guerre. Il permet d'améliorer la démarche de prévention sur le terrain, de faire évoluer le comportement de la population concernée et de contribuer ainsi à réduire le nombre de victimes.</p>	21/13	23/14
<p>International Humanitarian Law and Military Medicine Ethics in Armed Conflicts <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Destiné au personnel médical, ce cours de base sur les principes du droit international public et de l'éthique dans les conflits armés met l'accent sur la responsabilité particulière du public-cible. Son objectif est de motiver les participants à promouvoir l'enseignement du droit international humanitaire et de l'éthique dans la médecine militaire au sein de leur pays.</p>	39/22	20/11
<p>Military Medical Personnel Course for the Balkan Area (MMPC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de préparation à un engagement dans les Balkans permet au personnel médical militaire de se perfectionner en techniques invasives d'urgence et mesures immédiates pour sauver des vies. De plus, il aide les participants à élaborer leur propre documentation d'instruction et d'entraînement.</p>	20/4	23/5
<p>Non-Technical Survey Training Course (NTS) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours intensif de dix jours vise à améliorer les compétences en matière d'enquêtes non techniques des autorités nationales chargées du déminage ainsi que des organes d'exécution et autres acteurs nationaux et internationaux tels que l'armée ou la police. Il s'adresse à des collaborateurs engagés sur le terrain et à des cadres moyens ou supérieurs souhaitant élargir leurs connaissances, notamment dans le domaine des enquêtes, et apprendre les bonnes pratiques en la matière.</p>	--/--	19/14
<p>Developing Effective Explosive Ordnance Risk Education (EORE) <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNICEF</i></p> <p>Ce cours aux normes IMAS enseigne des capacités pratiques permettant de relever des défis actuels comme une contamination intentionnelle ou l'évaluation de la sensibilisation aux risques posés par les explosifs. La partie théorique sert de base aux aspects pratiques.</p>	12/13	23/14
<p>Explosive Ordnance Reconnaissance (EOR) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours apprend aux participants à identifier des moyens de combat en fonction de leur catégorie (système d'armes), du type d'ogive et des dangers inhérents. Il traite également du comportement à adopter dans un secteur d'engagement (ou d'opération) contaminé par des munitions non explosées ou abandonnées, des engins explosifs improvisés ou des mines terrestres.</p>	15/10	23/14

<p>European Security Course (ESC)</p> <p>Ce cours annuel de deux mois est consacré aux questions de sécurité euro-atlantique dans le contexte global. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un environnement international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	21/20	22/19
<p>Leadership in Security Course (LISC)</p> <p>Ce cours annuel de huit mois est consacré aux questions de sécurité régionale et mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	22/19	22/19
<p>New Issues in Security Course (NISC)</p> <p>Ce cours annuel de deux mois est consacré aux défis actuels et futurs de la sécurité mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	22/22	22/20
<p>Annual Senior Officers' Seminar (ASOS), Geneva</p> <p>Ce séminaire annuel de trois jours est destiné aux officiers généraux et aux cadres supérieurs de ministères de la défense.</p>	30/25	28/20
<p>Defence Attaché Orientation Modules</p> <p>Ce module de formation d'une semaine est destiné aux représentants de ministères de la défense qui sont engagés dans un environnement multilatéral. Il est dispensé à Genève, à Amman (Jordanie) et à Sarajevo (Bosnie et Herzégovine). Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	Genève : 32/29 Autres (total) : 150 / 70	Genève : 32/29 Autres (total) : 135/61
<p>4^e cours international sur la gestion des crises et des risques nationaux « Répondre aux crises du 21^e siècle »</p> <p>Ce cours vise à répondre aux besoins de formation des spécialistes chargés de la gestion stratégique des risques et des crises dans les ministères, le secteur médical, les forces armées et les universités.</p>	16/13	19/13

5.2 Host Nation Support accordé par la Suisse (à partir de 20 personnes)

Manifestation	Date / lieu	Participants
IT&ED TG Individual Training and Education Development Task Group Séance de groupe de travail	12-15.03.2018	41
NDC Field Trip 2018 NATO Defense College Rom – Senior Course Excursion	27-29.03.2018 Berne / Genève	97
AMDC – ASDE WS Air and Missile Defence Committee – Air Situation Data Exchange Work Shop Séance de groupe de travail	18-20.06.2018 Zurich	28
CWIX 19 – ESC CWIX 19 – Exercise Specification Conference Conférence de planification pour CWIX 19	21-29.09.2018 Beatenberg	73
ARSTG Army Service Task Group Séance de groupe de travail	08-11.10.2018 Berne	21
DM CaT Data Management Capability Team Séance de groupe de travail	25.02-01.03.2019 Berne	18
NTC SC National Territorial Commanders Steering Committee Séance de groupe de travail	18-22.03.2019 Berne	28
TEPSO Training and Education for Peace Support Operations Séance de groupe de travail	25-29.03.2019 Stans	20
CFBLNet – MPLR Combined Federated Battle Laboratories Network – Mission Partner Lead Representatives Séance de groupe de travail	31.03-06.04.2019 Beatenberg	48
PLNR ACT – Spring Tour 19 Partner National Liaison Representatives Excursion – Allied Command Transformation Norfolk Excursion	09-11.05.2019 Aarau / Winterthur / Teufen	14
CSEL Conference Command Senior Enlisted Leader Séance de groupe de travail	12-16.05.2019 Herisau	14
TDL CaT – NMS Tactical Data Link Capability Team – Network Management Syndicate Séance de groupe de travail	04-06.06.2019 Herisau	24
FMN ATF Federated Mission Networking – Architecture Task Force Séance de groupe de travail	07-11.07.2019 Zurich	11
IP CaT Interoperability Profiles Capability Team Séance de groupe de travail	16-20.09.2019 Spiez	9

NEASCOG – COMLOSS TF NATO Eurocontrol Air Traffic Management Security Coordinating Group – Communications Loss Task Force Séance de groupe de travail	29.09-01.10.2019 Dübendorf	20
BICES – BOD 19 Battlefield Information Collection and Exploitation Systems – Board of Directors Conference Conférence annuelle	21-25.10.2019 Genève	85
NDC Field Trip 2019 NATO Defense College Rom – Senior Course Excursion	09-11.11.2019 Zurich / Saint-Gall	103

5.3 Exercices effectués dans le cadre du PPP

Exercice	Participants suisses	
	2018	2019
<p>VIKING 18 Exercice d'état-major assisté par ordinateur à Enköping, Uppsala, Kungsängen (Suède) et Helsinki (Finlande)</p> <p>L'objectif était d'entraîner le travail d'état-major lors d'une mission multinationale de maintien de la paix sur quatre échelons (du bataillon au groupe de forces interarmées multinationales) et d'encourager la coordination civilo-militaire.</p>	20	-
<p>COMBINED JOINT STAFF EXERCISE 19 Exercice d'état-major assisté par ordinateur à Enköping et Uppsala (Suède)</p> <p>L'objectif était d'entraîner le travail d'état-major lors d'une mission multinationale de maintien de la paix sur quatre échelons (du bataillon au groupe de forces interarmées multinationales) et la promotion de la coordination civilo-militaire.</p>	-	13
<p>TRIDENT JUNCTURE 18 Exercice d'état-major assisté par ordinateur en Norvège</p> <p>L'exercice visait à vérifier la disponibilité opérationnelle de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) dans les domaines de la planification et de l'exécution d'opérations de combat lors des premières phases d'action.</p>	3 observateurs	-
<p>CWIX 18/19 Plateforme technique d'exercice et de contrôle à Bydgoszcz (Pologne)</p> <p>L'objectif consistait à tester l'interopérabilité du domaine C4ISTAR en laboratoire et sur le terrain dans les États de l'OTAN et du partenariat. La plateforme CWIX se concentre sur les besoins à court terme pendant les engagements (OTAN) ainsi que sur les technologies à venir.</p>	12	16
<p>CYBER COALITION 18/19 Exercice de cyberdéfense à Tartu (Estonie)</p> <p>L'exercice visait à améliorer continuellement l'interopérabilité du domaine C4ISTAR en laboratoire et sur le terrain dans les États de l'OTAN et du partenariat. La plateforme CWIX se concentre sur les besoins à court terme pendant les engagements (OTAN) ainsi que sur les technologies à venir. Pour la Suisse, il s'agit avant tout de tester différents composants dans le cadre du réseau de mission fédéré.</p>	2 observateurs	2 sur place 15 en Suisse
<p>CROSSED SWORDS 19 Exercice technique de cyberdéfense du Centre d'excellence de l'OTAN pour la cyberdéfense en coopération (CCDCoE) à Tallinn (Estonie)</p> <p>L'exercice a permis de préparer l'équipe de cyberattaque, qui s'occupe aussi des analyses forensiques, à l'exercice subséquent LOCKED SHIELDS. La Suisse était présente en tant qu'observatrice en vue d'une possible participation à partir de 2020.</p>	-	1 observateur
<p>LOCKED SHIELDS 18/19 Exercice technique de cyberdéfense du CCDCoE à Tallinn (Estonie)</p> <p>L'exercice a été réalisé avec plusieurs équipes (défenseurs / agresseurs) dans un environnement fictif comprenant une assistance juridique.</p>	2 sur place 15 en Suisse	3 sur place 20 en Suisse
<p>MACE 18 Essais techniques des Forces aériennes à Zvolen (Slovaquie)</p> <p>Les essais visaient à obtenir de nouvelles informations concernant l'efficacité des programmes <i>Flare</i> de la Suisse ainsi que des différents types de leurres utilisés pour contrer diverses têtes de missiles (de 3^e et de 4^e générations).</p>	2	-

5.4 Autres manifestations

Manifestation	Participants / États	
	2018	2019
Table ronde de Chambésy sur la sécurité dans l'espace est-européen <i>Organisation / réalisation : DFAE / GCSP</i>		
Zermatt Roundtable on Current Security Issues in the North Pacific Region <i>Organisation / réalisation : DFAE / GCSP</i>		
Symposium for Senior NATO/PfP Legal Advisors (SSL) <i>Organisation / réalisation : GCSP</i>	22/16	42/22

5.5 Finances

Activités du DDPS	Montants (en CHF)		Activités du DFAE	Montants (en CHF)	
	2018	2019		2018	2019
Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	1 217 265	953 208	Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	187 680	138 530
Participation de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	876 997	758 300			
Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	765 397	1 146 056	Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	365 000	415 000
Délégations (Mission suisse auprès de l'OTAN, à Bruxelles, et militaires de carrière en poste à l'OTAN)	578 011	545 642			
Dépenses du DDPS	3 437 670	3 403 206	Dépenses du DFAE	552 680	553 530
Dépenses totales 2018				3 990 350	
Dépenses totales 2019				3 956 736	
Dépenses totales 2018/2019				7 947 086	

5.6 Abréviations

ACO	Allied Command Operation ou Commandement allié Opérations
ACT	Allied Command Transformation ou Commandement allié Transformation
AP-OTAN	Assemblée parlementaire de l'OTAN
ASDE	Air Situation Data Exchange ou Programme d'échange de données sur la situation aérienne
CAN	Conseil de l'Atlantique Nord
CCDCoE	Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence ou Centre d'excellence pour la cybersécurité en coopération
CEPC	Civil Emergency Planning Committee ou Comité des plans d'urgence dans le domaine civil
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire – Genève
CPEA	Conseil de partenariat euro-atlantique
CNAD	Conference of National Armaments Directors ou Conférence des directeurs nationaux de l'armement
DCAF	Centre for the Democratic Control of Armed Forces ou Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
ECHO	Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations ou Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne
FMN	Federated Mission Networking ou Réseau de mission fédéré
FNC	Framework Nations Concept ou Concept de nations cadres
GCSP	Geneva Centre for Security Policy ou Centre de politique de sécurité – Genève
IPCP	International Partnership Cooperation Program ou Programme individuel de partenariat et de coopération
KFOR	Kosovo Force
MSPC	Military Strategic Partnership Conference ou Conférence du partenariat stratégique militaire
MENA	Middle East and North Africa ou Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO)
NCIA	NATO Communications and Information Agency ou Agence de communication et d'information de l'OTAN
NIAG	NATO Industrial Advisory Group ou Groupe consultatif industriel de l'OTAN
NSPA	NATO Support and Procurement Agency ou Agence d'approvisionnement et d'acquisition de l'OTAN
OFAE	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
OFPP	Office fédéral de la protection de la population
OPC	Operations Planning Committee ou Comité des orientations opérationnelles
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PARP	Partnership for Peace Planning and Review Processus ou Partenariat pour le processus de planification et d'examen du PPP
PCSC	Partnerships and Cooperative Security Committee ou Comité des partenariats et de la sécurité coopérative
PfPC	Partnership for Peace Consortium of Defense Academies and Security Studies Institutes ou Consortium du Partenariat pour la paix des académies de défense et des instituts d'études de sécurité
PIAG	Partner Interoperability Advocacy Group ou Groupe de conseil sur l'interopérabilité des partenaires)

PPP	Partenariat pour la paix
PTEC	Partnership Training and Education Centres ou Centres de formation et d'entraînement des partenariats
STO	NATO Science and Technology Organization ou Organisation pour la science et la technologie
SWISSINT	Swiss Armed Forces International Command ou Centre de compétences de l'Armée suisse pour les engagements à l'étranger
VNC	Voluntary National Contributions ou Contribution nationale volontaire
WEP	Western European Partners ou Partenaires d'Europe occidentale (Autriche, Finlande, Irlande, Suède et Suisse)
7NNN	7 Non-NATO (North Atlantic Treaty Organization) Nations ou 7 États partenaires de l'OTAN (Autriche, Australie, Finlande, Irlande, Nouvelle Zélande, Suède et Suisse)

5.7 Liens

Partenariat pour la paix (PPP), site suisse	www.pfp.admin.ch
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève	www.dcaf.ch
Centre de politique de sécurité – Genève	www.gcsp.ch
Mission suisse auprès de l'OTAN	www.eda.admin.ch/missions/mission-nato-brussels/fr/home.html